

**Art. 4.** Pour le surplus, les règlements à arrêter par les conseils d'agglomération et de fédération assureront le respect des dispositions générales suivantes :

1° seuls sont pris en considération, en cas de changement de grade ou de promotion, les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai fixés par le conseil; toutefois, à défaut de candidature, l'autorité compétente peut nommer un agent qui remplit les conditions requises mais qui n'avait pas présenté sa candidature;

2° nul ne peut obtenir un changement de grade ou une promotion s'il ne remplit les conditions imposées par le tableau des grades et s'il n'a pas une ancienneté de grade de six mois au moins en cas de changement de grade, et de deux ans en cas de promotion;

3° les conditions de promotion doivent être similaires à celles qui permettent d'obtenir des grades identiques ou similaires dans les ministères et, pour les grades particuliers, elles doivent être en rapport avec les aptitudes professionnelles requises pour exercer la fonction correspondant au grade à conférer;

4° lorsque le tableau des grades subordonne l'accès à un grade à la réussite d'un concours, le changement de grade ou la promotion est accordé aux candidats dans l'ordre de leur classement à ce concours.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 octobre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

**Art. 4.** Voorts zorgen de door de agglomeratie- en federatieverordenen vast te stellen verordeningen ervoor dat de volgende algemene bepalingen worden nagekomen :

1° in geval van verandering van graad of bevordering, komen alleen in aanmerking de aanspraken van de personeelsleden die zich kandidaat hebben gesteld in de vorm en binnen de termijn door de raad bepaald, zijn er geen kandidaten, dan kan de bevoegde overheid echter een personeelslid benoemen dat aan de eisen voldoet maar zich niet kandidaat heeft gesteld;

2° niemand kan een verandering van graad of een bevordering verkrijgen, tenzij hij voldoet aan de eisen gesteld in de tabel van de graden en ten minste zes maanden graadancienniteit heeft in geval van verandering van graad, en twee jaar in geval van bevordering;

3° de bevorderingseisen moeten gelijkaardig zijn aan die op grond waarvan dezelfde of gelijkaardige graden kunnen worden verkregen in de ministeries; voor de bijzondere graden moeten zij in verhouding staan tot de beroepsgeschiktheid die vereist is voor het uitoefenen van het ambt dat met de te verlenen graad overeenstemt;

4° wanneer de tabel van de graden het verkrijgen van een graad afhankelijk stelt van het slagen voor een vergelijkend examen, wordt de verandering van graad of de bevordering aan de kandidaten verleend volgens hun rangschikking bij dat vergelijkend examen.

**Art. 5.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 oktober 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

10 NOVEMBRE 1972. — Arrêté royal fixant les conditions et modalités de transfert des agents de certains services publics de l'Etat et de certains services provinciaux, aux agglomérations et fédérations de communes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 47, § 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— loi, la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes;

— agglomération et fédération, respectivement les agglomérations et fédérations de communes visées par la loi;

— conseil et collège, respectivement le conseil et le collège de l'agglomération ou de la fédération;

— autorité dont relève l'agent, le ou les ministres, gouverneur de province ou la députation permanente du conseil provincial, selon le cas.

**Art. 2.** Les services publics de l'Etat visés à l'article 47, § 2, alinéa 1er, de la loi sont les ministères, les gouvernements provinciaux, les services des receveurs régionaux et les organismes appartenant à la catégorie A ou B prévue par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'exception des organismes de la catégorie B qui ne peuvent être considérés comme services publics de l'Etat.

10 NOVEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden en nadere regelen inzake overplaatsing van personeel van sommige staatsdiensten en van sommige provinciale diensten naar de agglomeraties en de federaties van gemeenten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 47, § 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

— wet, de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten;

— agglomeratie en federatie, respectievelijk de bij de wet bedoelde agglomeraties en federaties van gemeenten;

— raad en college, respectievelijk de raad en het college van de agglomeratie of van de federatie;

— overheid waaronder het personeelslid ressorteert, de minister of ministers, de provinciegouverneur of de bestendige deputatie van de provincieraad, naar gelang van het geval.

**Art. 2.** De staatsdiensten bedoeld in artikel 47, § 2, eerste lid, van de wet, zijn de ministeries, de provinciale gouvernementen, de diensten van de gewestelijke ontvangers en de instellingen behorende tot de categorie A of B bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, met uitzondering van de instellingen van categorie B, welke niet als staatsdiensten kunnen worden beschouwd.

**Art. 3.** Peuvent être transférés à l'agglomération ou à la fédération, dans les limites du cadre organique du personnel :

1° les agents qui sont en fonction dans un des services publics visés à l'article 2 ou dans un des services provinciaux déterminés par la députation permanente du conseil provincial, et qui sont chargés, du chef de l'emploi correspondant à leur grade, d'attributions en rapport avec celles qui sont ou seront transférées à l'agglomération ou à la fédération ou exercées par celles-ci en vertu de l'article 4 de la loi;

2° les receveurs régionaux dont le ressort est ou a été influencé par une ou plusieurs fusions de communes, ou dont l'activité a été affectée par la création d'au moins une agglomération ou fédération.

**Art. 4.** Le collège annonce la vacance et la nature des emplois à conférer aux agents visés à l'article 3, par un avis inséré au *Moniteur belge* et, s'il le juge opportun, par tout autre moyen de publication.

Cet avis reproduit l'article 5 du présent arrêté et mentionne entre autres :

— le ou les grades correspondant aux emplois à conférer, en précisant s'il s'agit ou non d'emploi à titre définitif;

— le nombre de ces emplois;

— l'expérience et les diplômes éventuellement requis;

— le délai d'introduction des demandes, qui ne peuvent être inférieur à douze jours ouvrables prenant cours le lendemain de la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Seuls peuvent être transférés, les agents visés à l'article 3 qui présentent leur candidature dans la forme et le délai prescrits par le présent arrêté et qui sont titulaires d'un grade identique ou équivalent au grade à conférer.

L'équivalence est appréciée par l'autorité revêtu du pouvoir de nomination, en tenant compte de l'importance des attributions et des aptitudes générales inhérentes à l'emploi occupé par le requérant et à celui qui correspond au grade à conférer.

§ 2. A peine de nullité, l'agent adresse sa requête en double exemplaire au président du conseil par lettre recommandée à la poste et y mentionne obligatoirement son nom, son ou ses prénoms, le lieu et la date de sa naissance, son adresse, son grade, la dénomination et l'adresse de son service, ses principales attributions, et le ou les emplois auxquels il désire être transféré.

Le collège transmet immédiatement une copie de la requête à l'autorité dont relève l'agent. Au plus tard dans la quinzaine, celle-ci communique au collège son avis sur le transfert éventuel et la manière de servir de l'agent et précise, le cas échéant, si le ressort ou les activités du receveur régional ont été influencés comme le prévoit l'article 3, 2°.

L'absence d'avis dans le délai requis vaut avis favorable.

**Art. 6.** Le nombre des emplois du cadre organique susceptibles d'être conférés par transfert est fixé par le conseil.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal relatif à l'ancienneté administrative des agents communaux repris d'office par les agglomérations et fédérations de communes et déterminant les conditions auxquelles ces agents peuvent être réintégré dans leur commune d'origine, la première nomination à tous ces emplois ne peut être accordée qu'après un appel aux candidats réservé exclusivement à ces agents.

Est considérée comme première nomination au sens de l'alinéa précédent, la première nomination à chacun des emplois prévus au premier cadre organique de chacun des services de l'agglomération ou de la fédération.

**Art. 3.** Binnen de grenzen van de personeelsformatie kunnen naar de agglomeratie of naar de federatie worden overgeplaatst :

1° de personeelsleden die in dienst zijn bij een van de openbare diensten bedoeld in artikel 2 of bij een van de provinciediensten, aangewezen door de bestendige deputatie van de provincieraad, en die uit hoofde van de met hun graad overeenstemmende betrekking, belast zijn met opdrachten in verband met de bevoegdheden welke aan de agglomeratie of aan de federatie zijn of zullen worden overgedragen dan wel door deze worden of zullen worden uitgeoefend krachtens artikel 4 van de wet;

2° de gewestelijke ontvangers wier ambtsgebied door een of meer samenvoegingen van gemeenten werd of wordt beïnvloed of wier werkvolume door de oprichting van ten minste een agglomeratie of federatie verandering heeft ondergaan.

**Art. 4.** De vacature en de aard van de betrekkingen die te begeven zijn aan de in artikel 3 bedoelde personeelsleden worden door het college bekendgemaakt door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en, indien het college het geraden acht, door elk ander middel.

In dat bericht wordt artikel 5 van dit besluit opgenomen en wordt o.m. vermeld :

— de graad of de graden overeenstemmend met de te begeven betrekkingen, met vermelding of het gaat om betrekkingen in vast dan wel in een ander verband;

— het aantal van die betrekkingen;

— de eventueel vereiste ervaring en diploma's;

— de termijn voor het indienen der aanvragen, welke niet korter mag zijn dan twaalf werkdagen ingaande daags na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** § 1. Voor overplaatsing komen alleen in aanmerking de in artikel 3 bedoelde personeelsleden die zich kandidaat stellen in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij dit besluit en die titularis zijn van een graad welke gelijk is aan of gelijkwaardig met de te begeven graad.

De gelijkwaardigheid wordt beoordeeld door de met de benoemingsmacht beklede overheid, met inachtneming van de belangrijkheid van de ambtsopdrachten en met de algemene bekwaamheden welke gelden voor de door de aanvrager uitgeoefende betrekking en voor de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt.

§ 2. Op straffe van nietigheid, moet het personeelslid zijn aanvraag in tweevoud tot de voorzitter van de raad richten bij een ter post aangetekende brief, waarin hij moet vermelden zijn naam, zijn voornaam of voornamen, de plaats en de datum van zijn geboorte, zijn adres, zijn graad, de benaming en het adres van zijn dienst, zijn voornaamste ambtsopdrachten, alsmede de betrekking of betrekkingen waarin hij wenst te worden overgeplaatst.

Het college stuurt onmiddellijk een afschrift van de aanvraag aan de overheid onder welke het personeelslid ressorteert. Uiterlijk binnen vijftien dagen deelt deze aan het college haar advies mede omtrent de eventuele overplaatsing en de wijze van dienen van het personeelslid en vermeldt desgevallend of het ambtsgebied of het werkvolume van de gewestelijke ontvanger veranderingen heeft ondergaan als bedoeld in artikel 3, 2°.

Het uitblijven van het advies binnen de gestelde termijn geldt als gunstig advies.

**Art. 6.** De raad bepaalt hoeveel betrekkingen in de personeelsformatie bij wege van overplaatsing kunnen worden begeven.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit betreffende de administratieve anciënniteit van de leden van het gemeentepersoneel die ambtshalve worden overgenomen door de agglomeraties en federaties van gemeenten en tot vaststelling van de voorwaarden tot wederindienstneming van die personeelsleden in hun gemeente van herkomst, mag de eerste benoeming in al die betrekkingen slechts verleend worden na een oproep tot de kandidaten, welke uitsluitend voor deze personeelsleden is voorbehouden.

Als eerste benoeming, in de zin van voorgaand lid, wordt beschouwd de eerste benoeming in ieder van de betrekkingen welke voorkomen in de eerste personeelsformatie van elke dienst van de agglomeratie of van de federatie.

**Art. 7.** Sans préjudice des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et des arrêtés d'exécution de ces lois, les agents visés à l'article 5 sont présumés satisfaire aux conditions d'admissibilité qui sont ou seront requises pour la nomination au grade auquel ils désirent être transférés.

**Art. 8.** Les agents visés à l'article 5 qui sont nommés par le conseil, ou par le collège dûment délégué à cet effet par le conseil, sont transférés à partir du premier du mois qui suit la date de nomination. Celle-ci entre en vigueur à la date du transfert.

L'acte de nomination indique la qualité que l'agent avait le jour précédant son transfert.

**Art. 9.** Les nominations sont immédiatement notifiées par le collège à l'agent et à l'autorité dont celui-ci relève.

**Art. 10.** Tous les actes et documents concernant le personnel transféré sont transmis sans délai à l'agglomération ou à la fédération par l'autorité dont l'agent relevait avant son transfert.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

**Art. 7.** Onverminderd de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en de besluiten tot uitvoering van die wetten, worden de in artikel 5 bedoelde personeelsleden geacht te voldoen aan de toelaatbaarheidsvereisten die gesteld zijn of zullen worden voor de benoeming tot de graad waarin zij wensen te worden overgeplaatst.

**Art. 8.** De in artikel 5 bedoelde personeelsleden die door de raad of door het daartoe door de raad behoorlijk gemachtigde college zijn benoemd, worden overgeplaatst met ingang van de eerste van de maand volgend op de datum van de benoeming. Deze gaat in op de dag van de overplaatsing.

De benoemingsakte vermeldt de hoedanigheid die het personeelslid de dag vóór zijn overplaatsing bezat.

**Art. 9.** Van de benoeming wordt door het college onmiddellijk kennis geven aan het personeelslid en aan de overheid waaronder het ressorteert.

**Art. 10.** Alle akten en stukken betreffende het overgeplaatste personeel worden onverwijld aan de agglomeratie of aan de federatie overgezonden door de overheid waaronder het personeelslid vóór zijn overplaatsing ressorteerde.

**Art. 11.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Binnenlandse Zaken,

#### Conseil d'Etat. — Nominations

Par arrêté royal du 22 novembre 1972, M. Rousseau, H., premier auditeur, est nommé conseiller d'Etat.

Par arrêté royal du 22 novembre 1972, M. Coremans, H., conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, est nommé conseiller d'Etat.

#### Province de Liège. — Députation permanente

Un arrêté royal du 11 juillet 1972, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale, approuve la décision du 19 mai 1972 par laquelle la députation permanente du conseil provincial de Liège déclare contracter auprès de la S.A. « Crédit communal de Belgique », un emprunt d'un montant de 10 000 000 F, en vue d'assurer le paiement pour l'exécution de travaux dans les établissements provinciaux d'enseignement.

#### Courcelles. — Budget 1972. — Prorogation de délai

Un arrêté royal du 16 août 1972, pris en vertu des articles 77 et 141 de la loi communale, proroge jusqu'au 17 septembre 1972 le délai pour statuer sur le budget de l'année 1972 de la commune de Courcelles.

#### Hasselt. — Vente. — Approbation

Un arrêté royal du 17 août 1972 approuve la délibération du 6 mars 1972 du conseil communal de Hasselt, tendant à la vente de terrains industriels, d'une superficie de 99 a 22 ca, et cadastrés comme indiqué dans la susdite délibération.

#### Régies communales. — Comptes. — Approbation

Un arrêté ministériel du 17 août 1972 approuve les comptes des exercices 1969 et 1970 de la régie foncière de la commune de Hoboken.

#### Raad van State. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 22 november 1972, is de heer Rousseau, H., eerste auditeur, tot staatsraad benoemd.

Bij koninklijk besluit van 22 november 1972, is de heer Coremans, H., raadsheer in het arbeidshof te Brussel, tot staatsraad benoemd.

#### Provincie Luik. — Bestendige deputatie

Bij koninklijk besluit d.d. 11 juli 1972, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 van de provinciewet, is goedkeuring verleend aan de beslissing van de bestendige deputatie van de provincieraad van Luik d.d. 19 mei 1972 tot het opnemen, bij de N.V. « Gemeentekrediet van België », van een lening van 10 000 000 F, met het oog op de betaling van werken die in de provinciale onderwijsinrichtingen zijn uitgevoerd.

#### Courcelles. — Begroting 1972. — Termijnverlenging

Bij koninklijk besluit d.d. 16 augustus 1972, genomen krachtens de artikelen 77 en 141 van de gemeentewet, is verlengd tot 17 september 1972, de termijn om uitspraak te doen over de begroting van de gemeente Courcelles voor het dienstjaar 1972.

#### Hasselt. — Verkoop goedgekeurd

Bij koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1972 is goedgekeurd de beslissing van 6 maart 1972, waarbij de gemeenteraad van Hasselt besloten heeft industriegrond te verkopen, groot 99 a 22 ca, met de in bedoelde raadsbeslissing aangeduide kadastrale kenmerken.

#### Gemeentebedrijven. — Rekeningen goedgekeurd

Bij ministerieel besluit d.d. 17 augustus 1972 zijn goedgekeurd de rekeningen van het bedrijf voor grondgebied der gemeente Hoboken betreffende de boekjaren 1969 en 1970.